

Communistes

www.PCF.fr

**« Le parti pris du travail »,
dédicaces à Vitry
(p.7)**

Nationalisation d'ArcelorMittal (p 5)



Vidéo

**Fabien Roussel
est l'invité de
RTL -
20 mai
2025**

Choose Amerika

A lors que Macron inaugurerait lundi 19 mai une nouvelle version de « Choose France », une manifestation censée attirer les investissements étrangers en France (et en pleine déconfiture), on apprenait que SANOFI venait de décider de placer 20 milliards de dollars... aux États-Unis. En fait c'est tout le CAC40 qui, en rangs serrés, s'installe outre-Atlantique, LVMH de Bernard Arnault, L'Oréal (qui « relocalise » aux States, dicit Le Figaro), Saint-Gobain, Airbus, Air Liquide, OpMobility (ex-Plastic Omnium), le groupe alimentaire Bridor ou TotalEnergies, etc., etc. Ça fait un paquet de milliards qui fuient ainsi et ça ressemble à une nuée de bras d'honneur adressés à l'Élysée (et au pays) de la part de ces possédants qui, eux, « choose Amerika ». ☹
Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : € « *Donnez au PCF les moyens d'intervenir* »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

JE SUIS GAZA



Chantal Montellier

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

21 mai, à partir de 19 h : Fil rouge : Le Parti communiste en entreprises avec Frédéric Mellier, membre du secrétariat du secteur Entreprises du PCF. Lien permanent : <https://visio.pcf.fr/b/ant-glu-dno-gcx>

22 mai, à partir de 19 h : « Ils l'ont fait et ça marche ! », 2 soirées pour échanger avec un maire des Pays-de-la-Loire organisées par Les Écologistes, le PCF, le PS et Place publique. Premier invité : Jean-Sébastien Guitton, maire écologiste (non encarté) d'Orvault. Salle des Anciennes Écuries, La Roche-sur-Yon (85)

23 mai, à partir de 10h30 : Dans le cadre de la campagne Services publics et industrie, la fédération de l'Orne accueille le député de la Seine-Maritime Édouard Bénard. Au programme : rencontre à l'école de production avec des jeunes en décrochage scolaire, rencontre avec la CGT SNOF, la CGT santé, puis à 18h45 rencontre publique avec Édouard Bénard à Argentan, salle Maupassant (61)

23 mai, à partir de 18 h : Huma-café *Féministe avec Marx*, avec Saliha Bousseadra. Lieu Unique, Nantes (44)

23 & 24 mai : Fête de l'Humanité 31 : débats, tournois sportifs foot et rugby, expos, pièce de théâtre militant sur le foot et les héros de la classe ouvrière, concerts et présence de 24 organisations progressistes.

24 mai, à partir de 10h : Fête rebelle et fraternelle du PCF 44 : débats, concerts, animation, restauration. Salle de la Carrière, Saint-Herblain (44)

24 mai, à partir de 10 h : Montée au Mur des fédérés : rassemblement sur la place des Fêtes puis départ de la manifestation à 14h30 pour se rendre au cimetière du Père-Lachaise. Paris (75019)

24 mai, à partir de 16 h : Débat : Guerre mondiale, menace ou réalité ? Organisé par la section du Parisis. Avec Emmanuel Maurel, député du Val-d'Oise et Vincent Boulet, responsable du secteur International. Section du Parisis, Cormeilles en Parisis (95)

24 mai, à partir de 14h30 : Réunion d'échanges et d'information, suivie d'un moment festif, pour parler de l'avenir de la ville. Espace Gérard-Philippe, Les Mureaux (78)

26 mai, à partir de 18 h : Rencontre publique sur la Sécurité emploi formation, en présence d'Évelyne Ternant. Salle des Tilleuls, Manosque (06)

27 mai, à partir de 19 h : « Ils l'ont fait et ça marche ! », 2 soirées pour échanger avec un maire des Pays-de-la-Loire organisées par Les Écologistes, le PCF, le PS et Place publique. Premier invité : Jean-Sébastien Guitton, maire écologiste (non encarté) d'Orvault. Salle des Anciennes Écuries, La Roche-sur-Yon (85)

31 mai, à partir de 10h30 : La section PCF de La Ciotat organise sa traditionnelle fête, avec expositions, discours, tombola, stands associatifs, buvette, pétanque, plage, etc. Grande tablée autour d'une paëlla. Espace Le Golfe, La Ciotat (13)

7 juin, à partir de 8h30 : Assises PCF de la protection de l'enfance, inscriptions : https://www.pcf.fr/assises_pcf_protection_enfance. Siège du PCF (75019)

15 juin, à partir de 10 h : Fête des « Allobroges de la Drôme », autour des 120 ans de *l'Humanité*, avec la présence de Fabien Gay, sénateur et directeur du journal : débat sur la Sécurité sociale, stands associatifs, syndicaux, du livre, avec la librairie Notre temps de Valence, et fin d'après-midi musicale. Terrain des cheminots CGT, Portes-lès-Valence (26)

16 juin, à partir de 18h30 : Énergie nucléaire : une filière durable pour le XXIe siècle, inscriptions : https://www.pcf.fr/nucleaire_durable. Siège du PCF (75019)

27 juin, à partir de 18 h : Table Ronde « Quel avenir pour le service public hospitalier ? », avec Alain Milon, sénateur du Vaucluse, membre de la commission des Affaires sociales du Sénat ; Anthony Goncalves, oncologue, professeur de médecine, membre du CN du PCF ; Cathy Larsson, secrétaire générale de l'Union santé départementale CGT 84 ; Muriel Duenas, secrétaire nationale INDECOSA CGT, représentante des usagers dans les commissions d'usagers. Animée par Léo Purguette, directeur du journal *La Marseillaise*. Espace 7, Sorgues (84)

Prenons la main sur la production en France, construisons un monde de paix et de co-développement

En annonçant une salve de mesures douanières début avril, Trump a terriblement accéléré la guerre commerciale dans le monde. Une taxe universelle de 10 % est mise en place contre une moyenne de 3 % auparavant et, pour bien des secteurs, des mesures spécifiques restent en vigueur (acier, aluminium, automobile). À l'issue des deux mois de négociation, les États-Unis menacent, si aucun accord n'est trouvé, d'appliquer une augmentation des droits pour atteindre 20 % pour l'UE, 46 % pour le Vietnam ou encore de 26 % pour l'Inde.

Ni le libre-échangeisme et la soumission au dollar, promue tout particulièrement par les dirigeants de l'UE, ni le protectionnisme nationaliste ne sont des issues. Tous deux accentuent la guerre économique.

Le monde est à un tournant.

Le PCF appelle à relever des défis communs de l'humanité et pour cela à mettre en commun nos forces pour engager une nouvelle industrialisation, avec des protections sociales et écologiques, et promouvoir les services publics, en développant les capacités humaines, l'emploi et la formation.

La crise capitaliste nécessite un autre ordre du monde, de paix et de co-développement pour l'ensemble de l'humanité entre nations souveraines, entre peuples libres et associés, des institutions internationales profondément transformées, un nouveau type de coopérations, l'appropriation publique et sociale des moyens de production, une intervention démocratique des travailleurs et travailleuses à tous les niveaux sur les choix stratégiques des entreprises et l'utilisation de



l'argent, exige d'autant plus nécessaire face à la montée du fascisme.

Une crise du capitalisme et de l'impérialisme des États-Unis

Les décisions de Trump prennent leurs racines dans la crise d'une économie mondiale, dominée par les grandes multinationales américaines, la logique du capital est profondément déstabilisée par la suraccumulation et la concentration financière dans la nouvelle phase de la révolution informationnelle (hausse des profits, des inégalités), par la fragilisation de la base sociale de la classe dominante américaine, par la montée des BRICS, singulièrement de la Chine, le changement climatique et les défis environnementaux existentiels de l'humanité.

L'impérialisme des États-Unis et son bras armé l'OTAN, pour endiguer son déclin et sauvegarder les intérêts de son capital dans un monde devenu multipolaire, tente de faire payer le prix au reste du monde de ses choix désastreux. Trump cherche à sauver le dollar pour maintenir l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale et

l'extraterritorialité du droit américain dont les Français savent, notamment depuis la vente d'Alstom Energie à General Electric, à quel point elle est mortifère. Le dollar est un obstacle au développement des nations et des économies. De nombreux pays, en particulier au Sud, l'ont bien compris et tentent de s'en émanciper. Alors que les réserves d'énergies fossiles vont s'amenuiser au niveau mondial, Trump refuse de façon irresponsable d'en sortir et au contraire lance son pays dans une fuite en avant de forages pétroliers et gaziers.

La guerre commerciale est une guerre de classe

L'intensification de l'affrontement économique planétaire, qui pourrait conduire à une récession mondiale et accroît les risques de krach financier, accélère dans plusieurs pays, dont la France, la crise industrielle, les plans de licenciements, une stagnation des salaires, la destruction des conquises sociales. Cette politique capitaliste s'appuie sur les forces d'extrême droite. Elle conduit les gouvernements à annoncer de nouvelles cures d'austérité pour les services publics, la protection sociale et au recul des droits et libertés. Ainsi, les travailleurs de tous les pays sont les premiers à payer le prix de cette politique. C'est pourquoi le PCF affirme que la guerre commerciale est avant tout une guerre de classe, menée par le capital contre les travailleurs et travailleuses et toute la société. [...]

Résolution consultable sur internet sur ce lien

Cessez-le-feu immédiat à Gaza / Arrêt du blocus criminel / Reconnaissance de l'Etat de Palestine

Depuis la rupture de la trêve le 18 mars dernier, le gouvernement d'extrême-droite israélien de Benyamin Netanyahu poursuit une guerre destructrice contre la population de Gaza. Il annonce, en violation totale du droit international, sa volonté de réoccuper l'intégralité de Gaza et il organise un blocus hermétique du territoire palestinien, y interdisant l'entrée de toute aide humanitaire et créant de ce fait une situation de famine qui menace plus de 2,1 millions de personnes piégées et bombardées. L'armée israélienne se livre à une politique de terre brûlée sur un territoire qu'elle a fragmenté, enfermant la population de Gaza dans de minces bandes de terre surpeuplées, détruisant les infrastructures médicales et privant les habitants d'eau, de nourriture et d'électricité.

Les institutions internationales soulignent le fait que Gaza est devenu un trou noir humanitaire. D'après un rapport de l'ONU publié cette semaine, 470 000 personnes à Gaza sont confrontées à une faim catastrophique (phase 5, la plus élevée de l'échelle de référence) pouvant entraîner leur mort. Dans le même temps, plus de 116 000 tonnes d'aide alimentaire – suffisamment pour nourrir un million de personnes pendant quatre mois – sont bloquées dans les couloirs d'aides. Face au risque de génocide, il est plus urgent que jamais d'arrêter ce blocus criminel.

L'objectif de cette politique de terreur est manifestement de pousser des centaines de milliers



d'hommes, de femmes et d'enfants à prendre la fuite dans les conditions les plus inhumaines, ce que revendiquent ouvertement les ministres d'extrême droite du gouvernement Netanyahu et que soutient l'administration étatsunienne de Donald Trump. En Cisjordanie occupée, les frappes de drones, les incursions armées et la violence des colons israéliens se déchaînent. Des camps entiers de réfugiés ont été vidés (Jenine, Nour Shams, Tul-karem). Là encore, la volonté du gouvernement israélien est d'annexer illégalement la zone et de la vider de sa population palestinienne.

Ce sont là des crimes de masse, des crimes contre l'humanité, que dénoncent les Nations unies, l'UNWRA et le PAM. Alors que la Cour pénale internationale (CPI) évoque un « risque plausible, réel et imminent de génocide », ces crimes tombent sous le coup de la justice internationale et tous ceux qui sont directement impliqués devront répondre de leurs actes. Les condamnations de pure forme des

gouvernements et de la communauté internationale ne suffisent plus. Alors qu'ils font l'objet de mandats d'arrêt internationaux, Netanyahu et ses complices doivent maintenant être traduits devant la CPI, tout comme les dirigeants du Hamas, responsables des crimes du 7 octobre 2023.

Benyamin Netanyahu est aujourd'hui soutenu par l'extrême droite en Europe, en France et aux États-Unis. Victor Orban a dénoncé la Cour pénale internationale sans que cela ne fasse réagir l'UE. Et, bien que ses propositions provocatrices soient rejetées par l'immense majorité de la communauté internationale, Donald Trump réaffirme sa volonté d'expulser les Palestiniens de Gaza, cherchant à obtenir la complicité de certains gouvernements de la région. L'annonce, par la Maison-Blanche, de l'envoi sur le terrain de forces paramilitaires privées, censées sécuriser le territoire, prépare les opinions à cette perspective.

Pourtant, cette politique criminelle se heurte à une pression croissante des opinions dans le monde. 148 États, c'est-à-dire une large majorité dans le monde, reconnaissent déjà l'État de Palestine. De même que la France, d'autres gouvernements européens évoquent désormais eux aussi la possibilité de reconnaître l'État de Palestine, et l'objectif de sanctions contre le gouvernement israélien d'extrême droite, tant qu'il bafouera le droit international, est aujourd'hui repris dans le débat public.

[...]

Résolution consultable sur internet sur ce lien

La bataille de l'acier est lancée

Is étaient nombreux devant le siège d'Arcelor-Mittal à Saint-Denis ce 13 mai. Les sidérurgistes n'entendent pas laisser la famille Mittal détruire la sidérurgie française. Cela fait des mois - et même des années - qu'ils alertent, qu'ils interpellent, qu'ils se mobilisent et qu'ils martèlent que le financier indien est en train de saboter les capacités de production du pays. Des mois qu'ils prévenaient que des fermetures de sites et que des suppressions de postes allaient être annoncées.

Dresser le tableau du secteur suffisait pour s'en convaincre : désindustrialisation globale et donc baisse de la demande en acier ; désertion continue de la France par le groupe Mittal, stratégie financière et exigence de rentabilité toujours plus indécentes. Tous les indicateurs étaient au rouge.

Et pourtant la nation a besoin d'acier. Pour son industrie, pour ses ponts, pour ses routes, pour la transition énergétique et tant d'autres choses, la demande d'acier est amenée à augmenter très fortement dans les années qui viennent. Le mythe des « surcapacités » européennes tombe à l'eau. Pour être en capacité de répondre demain à cette demande, il faudrait investir aujourd'hui. Investir dans les outils et dans la formation.

La production sidérurgique ne se décrète pas, il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton. Il faut planifier sur des années le redéploiement de la production - quitte à avoir des surcapacités momentanées. Mais tout cela est laissé entre les mains de Mittal qui, avec ses propres intérêts, fait le choix d'investir ailleurs, au Brésil, aux États-Unis et en Inde notam-



ment. C'est sa stratégie de toujours. Épuiser les appareils productifs nationaux et s'en aller. Il est en passe de délocaliser toutes ses activités « à chaud » pour ne garder en France que ses positions stratégiques (le grand port de Dunkerque et celui de Fos-sur-Mer) où il pourrait y déverser des brames d'aciers. S'il a bon cœur, il nous laissera peut-être encore une production « à froid ». Quelques milliers de travailleurs lamineraient ces brames d'acier coulées à l'autre bout de monde pour occuper le marché européen.

Le scénario est déjà écrit, il est même en train de se réaliser. Mais les gouvernements successifs se refusent à agir. Ils condamnent la France à l'impuissance. C'est la vieille rengaine qui revient : « L'État ne peut pas tout » ; « L'État n'est pas là pour produire et pour vendre de l'acier » ; « L'État n'a pas de clients ».

Et, de l'autre côté, les médias reprennent en cœur les arguments de Mittal. On peut lire ici et là que si la sidérurgie française est en crise, c'est à cause de

« l'ogre chinois qui dévore notre industrie ». C'est un argument qu'adorent répéter les dirigeants du groupe : « Rendez-vous compte ! La Chine produit plus de la moitié de l'acier mondial, 54 % contre à peine 15 % au début du siècle. » Mais ils oublient un point important. Les entreprises chinoises écoulent l'année dernière 93 % de leur production sur leur marché intérieur, ce qui leur permettait à la fois de répondre à leurs besoins en matière de construction et de développement, mais aussi de répondre à la demande en acier des groupes occidentaux qui s'y sont installés.

On en trouve à la pelle de ces arguments qui sont démentis par les chiffres. Mais rien n'y fait, ils sont répétés, jusqu'au plus haut sommet de l'État.

Mais les sidérurgistes tiennent bon. Ils promettent de lancer une « nouvelle bataille de l'acier » et veulent faire entendre qu'on peut « produire du métal sans Mittal ». La bataille pour la nationalisation est lancée, les communistes sont en pointe. ✪

Esteban Evrard
membre du CN



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION:
Igor Zamichiei (directeur),
Amado Lebaube, knikolaishvili@pcf.fr
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Allemands et Français contre la guerre et le fascisme

À l'initiative du PCF Moselle, un rassemblement franco-allemand a été organisé sur le site du camp de punition de la Neue BREMM (Allemagne) à la frontière, ce 8 mai, à l'occasion du 80^e anniversaire du 8 mai 1945.

Ce camp, sous la direction de la Gestapo, a été ouvert en 1943 pour renforcer le dispositif répressif des nazis dans les pays occupés et pour briser les résistants. Plus de 20 000 détenus venus de plusieurs pays européens et des centaines de morts ont été les victimes de la brutalité et des mauvais traitements des surveillants. La LDH, Le MRAP, la CGT, la FSU, l'espace Jean-Burger étaient signataires de l'appel. Côté allemand, on notait la présence de la fondation Rosa-Luxemburg, du DKP, die Linke de Pax Christi, le syndicat Verdi et de l'association pour la préservation de la mémoire du lieu.

L'appel franco-allemand rendait hommage à toutes les victimes du nazisme et rappelait la forte solidarité antifasciste existant dans le mouvement ouvrier dans les années trente par-delà la frontière. Cette page d'histoire est encore trop souvent oubliée.

« Cette frontière est marquée par les guerres, les conflits, les affrontements franco-allemands qui ont détruit des milliers de vies et conduit à la souffrance et à la destruction d'usines, de champs et de maisons. Ces guerres ne sont jamais voulues par les peuples, elles se décident par les puissants et les États pour servir les intérêts des classes possédantes, pour favoriser le profit de certains au détriment de la vie de milliers d'hommes emportés dans



des conflits meurtriers. Mobilisés et unis, les peuples ont la force d'imposer le meilleur pour eux-mêmes, pour l'avenir de l'humanité et de la planète. Démobilisés, divisés, ils peuvent s'attendre au pire », notait notamment l'appel lu en français et en allemand, qui appelait à intensifier la lutte contre l'extrême droite et la guerre.

Une gerbe commune portant « Non à la guerre non au fascisme » a été déposée. Les participants ont également fait un dépôt de gerbe devant la « piscine », ce lieu de torture du camp, en la mémoire de toutes les victimes. Charles Roeder, militant de la LDH a rendu hommage à sa sœur Hélène qui est passée par ce sinistre lieu avant d'être déportée à Ravensbrück, où elle décéda dans les bras de Marie-Claude Vaillant-Couturier.

La journée s'est terminée par un dépôt de gerbe au cimetière américain de St-Avold. ⚡

Jacques Maréchal
secrétaire départemental

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

23 mai, 14 h-18 h : Séance 7 du séminaire « Les Ateliers sur l'histoire du communisme : Regards internationaux sur l'eurocommunisme »
À la Fondation Gabriel-Péri, tour Essor, 22^e étage, 14 rue Scandicci, 93500 Pantin, métro Hoche (ligne 5).
Inscription : inscription @gabrielperi.fr
Suivre en visio :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN__Qdac-dJRVG_ekMcRvheBw#/registration

24 mai, 9h30-18 h : Colloque en partenariat avec *Économie & politique* : « 60 ans de crise du capitalisme monopoliste d'État, où en est-on ? Qu'est-ce qui se cherche ? À l'Espace Niemeyer, Salle des conférences, siège du PCF, 8 rue Mathurin-Moreau, 75019 Paris.

Inscription : inscription @gabrielperi.fr

Suivre en visio :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_r3ObhZHXQZSbXrWKMUs8NA#/registration

26 mai, 19 h-21 h, Rencontre : « L'Afrique de l'Ouest émancipée du joug néocolonial ? Retrait militaire de la France et nouvelles alliances ».

À l'Espace Niemeyer.

Inscription : inscription @gabrielperi.fr

Suivre en visio :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_N5CYdou9RQCIMKEqgxmW2w#/registration

LES RENCONTRES PROGRESSISTES

Lundi 26 mai, à partir de 19 h : Rénover le parc de logements en France : un vaste chantier pour le social et le climat, avec Jacques Baudrier, maire adjoint de Paris chargé du logement et de la transition écologique du bâti. En visio uniquement : <https://visio.pcf.fr/b/ama-5mz-lof-elr>

Jeudi 5 juin 19 h : Agriculture et écologie : comment réussir un mariage vital ?

En visio uniquement : <https://visio.pcf.fr/b/ama-5mz-lof-elr>

Toutes les infos sur les débats du cycle :

<https://revue-progressistes.org/2025/01/13/empreintes2050-un-pla-an-climat-en-debats/>.

Toutes les vidéos des débats sont disponibles sur le site.

Ces rencontres sont ouvertes à toutes et tous.

Un jour heureux à Vitry-sur-Seine !

Mardi 13 mai, par un bel après-midi, les camarades s'affairent et chacun a son mot à dire sur la meilleure façon d'accueillir notre ami et camarade Fabien Roussel, notre secrétaire national. Enfin ! Il va venir dans notre ville ! Et ce n'était pas faute de l'avoir invité !, a taquiné Jules.

Plus d'une centaine de personnes sont présentes lorsqu'il arrive, dont bien sûr, de nombreux camarades vitriots mais aussi des personnalités d'autres partis de gauche et des citoyens, des jeunes et des moins jeunes, des enfants aussi.

On peut entendre : « Fabien, nous sommes très contents que tu sois venu dédicacer ton livre *Le parti pris du travail* » ; et pour marquer l'événement, on veut prendre un selfi avec lui. Lauranne et Fabienne, aux côtés de Fabien Roussel !

Cette venue avait été l'occasion, lors de l'assemblée générale du PCF de Vitry quelques jours avant, de dire à quel point le sujet du travail est essentiel, en s'appuyant sur les conditions de travail difficiles, la perte de sens du travail lorsque le secteur public a de moins en moins de moyens par exemple, ou encore sur la faiblesse des salaires, comme a pu le rappeler Pierre de l'IGN.

Un livre, indique Fabien Roussel lors de son intervention, aux côtés de Pierre Bell-Lloch, notre maire, car prendre le parti du travail, c'est faire le choix de l'emploi et non du RSA, parce qu'une allocation ça permet à peine de survivre, et dès le 10 du mois on n'a plus rien. Alors, si on veut manger, on doit aller à la banque alimentaire. Un livre qui place les travailleurs au cœur de la société fondée sur la dignité, la solidarité et l'émancipation. Un livre qui relie la nouvelle sécurisation de



l'emploi et de la formation à la réappropriation des moyens de production, à la réindustrialisation de la France. Un livre qui parle de la nécessité de la paix, de la culture de paix.

Parmi les intervenant-es, Pierre Bell-Lloch se félicite de la venue du secrétaire national, et s'accorde avec lui sur la nécessité de faire le choix de l'emploi, au contraire des politiques macronistes qui consistent à subventionner les grandes entreprises qui prennent l'argent et licencient.

Dans la foule, une petite voix s'élève, la petite fille veut dire à Fabien Roussel : des moyens pour l'école maternelle !

Les cent livres commandés se vendent comme des petits pains et Thierry, le secrétaire de section, se dit qu'il aurait dû en commander davantage.

Maintenant, la réflexion va pouvoir se poursuivre, lecture à l'appui, avec la certitude que nous serons mieux armés pour amplifier le combat.✪

Thierry Barre

secrétaire de section de Vitry

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



Fabien Roussel

Secrétaire national du PCF

FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**

Pour un État palestinien, contre la guerre commerciale et le chômage des jeunes

Déclaration du Conseil national du MJCF

Le Conseil national du MJCF, réuni les 17 et 18 mai 2025, prend acte de la gravité du contexte international, traversé par une polarisation croissante et la recrudescence des logiques guerrières.

La volonté affirmée du gouvernement israélien d'annexer la bande de Gaza constitue, à ce titre, une escalade importante dans le bafouement du droit international et une étape supplémentaire de son projet colonial et génocidaire.

Depuis un an et demi, les bombardements, l'entrave à l'aide humanitaire, la famine et le blocus de Gaza ont fait plus de 50 000 morts palestinien-nes. Si la France, par la voix de Jean-Noël Barrot, condamne le plan d'annexion, il est désormais urgent de passer aux actes.

Les 3 et 4 juin aura lieu une conférence de l'ONU sur la résolution de la question palestinienne, co-présidée par la France et l'Arabie Saoudite. Emmanuel Macron a indiqué qu'il pourrait reconnaître l'État de Palestine à cette occasion, mais seulement si certains pays arabes reconnaissent l'État israélien. Ce chantage est inacceptable : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut pas être conditionné.

Nous réaffirmons la nécessité absolue que la France reconnaisse l'État de Palestine et ses territoires, tels que définis par les Nations unies, sans condition, sans délai. La France doit se désaligner des intérêts nord-américains et retrouver une voix de paix.

C'est de toute évidence un levier important pour faire arrêter l'occupation et les crimes de guerre, et nous continuerons de mener bataille durant les semaines à venir pour obliger la France à s'en saisir.

Parallèlement, la guerre commerciale lancée par les États-Unis conduit les pays d'Europe à mener une guerre sociale à la classe travailleuse. En visant particulièrement la Chine, les États-Unis font savoir qu'ils continueront de s'acharner contre tous les peuples qui contestent leur domination financière, politique et



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

militaire.

Si Donald Trump peut d'apparence sembler hostile à ses vassaux européens, il illustre en réalité la continuité stratégique de la politique des États-Unis depuis la naissance de l'Alliance atlantique : la pression politique et économique sur les pays d'Europe qui, en échange d'une soi-disant protection militaire, ont ouvert leur marché aux marchandises et capitaux états-unis, et leur ont délégué la politique étrangère.

Si Trump a suspendu pour 90 jours certaines taxes « réciproques » sur 75 pays, dont l'Union européenne, jugés « ouverts à la négociation », l'objectif reste le même : imposer un rapport de domination commerciale, vendre sans entrave, empêcher la concurrence. Le bras de fer se situe dans le fait que Trump souhaite baisser le tarif extérieur commun de l'Union européenne, alors que le dollar lui permet déjà de compenser le déséquilibre commercial entre les États-Unis et l'Union européenne. C'est en fait un privilège pour les États-Unis d'échanger, sur le long terme et sans problème, des volumes de valeur non équivalents.

[...]

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Résolution consultable sur internet sur ce lien

Chine-États-Unis

La trêve est-elle durable ?

À l'issue de deux jours de discussions à Genève les 10 et 11 mai, la Chine et les États-Unis ont annoncé une trêve de 90 jours, à compter du 14 mai, sur les surtaxes douanières réciproques. Washington ramenant ses tarifs douaniers de 145 à 30 %, et Pékin de 125 à 10 %. Le résultat de la rencontre est assez spectaculaire compte tenu du climat de tension prévalant entre les deux pays et de l'escalade de la guerre tarifaire de ces dernières semaines : Trump voulant pousser la République populaire de Chine (RPC) à une capitulation commerciale.

Mais que faut-il cependant attendre de cette pause somme toute précaire et valable trois mois à l'issue desquels les sanctions bilatérales seront de nouveau mises en application, sauf accord d'ici là. Un « mécanisme » doit être mis en place pour « poursuivre les discussions sur les relations économiques et commerciales », informe le communiqué final qui insiste sur le haut niveau de représentation des négociateurs, laissant supposer une volonté commune de débloquer la situation : He Lifeng, vice-Premier ministre du Conseil des affaires d'État pour la partie chinoise, et côté étatsunien, Scott Bessent, secrétaire au Trésor, et Jamieson Greer, représentant américain au Commerce.

« Nous avons le cadre d'un accord très, très solide avec la Chine », a claironné Trump sur la chaîne de

télévision Fox News. Tandis que le *Quotidien du Peuple*, organe du Parti communiste chinois, martelait que « les différends économiques et commerciaux devaient être réglés par un dialogue rationnel et respectueux » (...) « La coercition unilatérale ne résout pas les problèmes, elle ne fait qu'exacerber les tensions. »

Depuis avril, la guerre commerciale de Trump était entrée en dangereuse terre inconnue. Aux salves de la Maison-Blanche, Pékin ripostait coup pour coup, répétant sa détermination à « aller jusqu'au bout ». « Nous ne craignons pas les assauts injustes », avait lancé Xi Jinping le 11 avril. La RPC se prépare depuis plusieurs années à un choc crucial avec Washington dont la stratégie est de contenir la montée en puissance de cette « rivale ». Dès mars, elle avait massivement réduit ses avoirs en dette américaine en cédant près de 19 milliards de dollars de bons du Trésor américain.

La hausse de ses droits de douane s'était accompagnée d'une baisse significative d'achats des produits agricoles américains dont le soja, d'une restriction des exportations de certains métaux stratégiques, les terres rares lourdes, dont elle assure la majeure partie de l'extraction et la quasi-totalité du raffinage.

La décision le 16 avril de bloquer la livraison d'avions Boeing déjà commandés, ainsi que des pièces équi-



pements aéronautiques et des pièces détachées, a non seulement ébranlé la firme américaine mais réellement sonné l'occupant du Bureau Oval qui, selon son entourage, ne s'attendait pas à une telle capacité de résistance de la part de Pékin. Depuis, Trump avait laissé fuiter qu'une sensible baisse des droits de douane était envisageable, changeant radicalement de ton par rapport à ses déclarations du 9 avril, accusant la Chine de « piller » son pays. Après la rencontre genevoise, les sujets de tensions demeurent nombreux. Néanmoins on relève des avancées : la Chine a levé l'interdiction qu'elle avait faite à ses compagnies aériennes d'accepter les Boeing, et l'administration américaine a annulé de nouvelles restrictions à l'exportation de semi-conducteurs utilisés pour le développement de l'intelligence artificielle (IA). Par ailleurs, Scott Bessent a affirmé que Washington excluait désormais le « découplage » avec la RPC, bien que l'on observe de part et d'autre une volonté de réorganiser leurs chaînes d'approvisionnement.

Un « Livre blanc » publié le 12 mai par le gouvernement chinois est explicite : « La Chine va transformer la pression en une impulsion et voir le défi américain comme une opportunité stratégique d'accélérer la construction d'un nouveau schéma sécuritaire. »

Cet épisode de la guerre commerciale va donc pousser Pékin « à décupler ses efforts pour stimuler la demande intérieure et développer de nouveaux marchés ». C'est le message adressé au parterre de dirigeants de pays latino-américains réunis dans la capitale chinoise pour le Forum Chine-CELAC au lendemain même de l'accord négocié avec les Etats-Unis. La déclaration commune fait état d'un plan d'action pour les trois prochaines années, qui prévoit « l'approfondissement des liens économiques et commerciaux et la multiplication des échanges » avec l'ensemble du continent latino-américain, autrefois chasse gardée de la Maison-Blanche. ✪

Vidéos disponibles : toutes les Rencontres Progressistes sur le plan climat

Plus de 15 séances sont disponibles pour celles et ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances avec le concours des commissions thématiques du PCF et de personnalités du monde du travail ou de la science. Les thématiques sont diverses : école, transport, logement, agriculture, recherche, technologies, emplois industriels, équilibre du mix électrique, chantier du nouveau nucléaire, filières de l'acier et de la chimie, place du numérique, féminisme, financement, droits et pouvoir des

salariés. Porter à la connaissance du plus grand nombre les termes du débat autour du défi climatique et des solutions possibles, rendre compte des controverses, éclairer les nombreux défis industriels, scientifiques, sociaux et politiques, telle est l'ambition de ce cycle, gage d'une discussion ouverte et de qualité. Cette vidéothèque qui s'enrichit semaine après semaine vous permet de bénéficier de ces moments de débats en séance de rat-trapage !

<https://revue-progressistes.org/2025/05/15/rencontres-progressistes-plan-climat-empreinte-2050-les-videos-sont-disponibles/>



À Gaza, le peuple palestinien meurt sous les bombes de l'armée israélienne. Plus de 50 000 morts déjà. Des femmes, des hommes et plus de 15 000 enfants, victimes d'un véritable nettoyage ethnique. Une famine délibérée, organisée par le gouvernement de Benjamin Netanyahu, menace des centaines de milliers de Gazaouis. Nous devons empêcher un génocide ! En France, des voix nombreuses et diverses s'expriment pour dénoncer les crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Pour faire entendre les voix de la paix et mettre fin aux massacres, pour faire reconnaître un État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël, et pour permettre à l'ensemble des forces progressistes et humanistes de se rassembler, le PCF invite toutes celles et tous ceux qui, dans la diversité de leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, veulent que cessent les massacres, à se retrouver lundi 26 mai à 19 h parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro, à Paris. Afin de favoriser le rassemblement le plus large possible et dans le respect des convictions de chacun, rassemblons-nous autour d'un slogan commun : « Stop aux massacres ! La paix maintenant ! Reconnaissons de l'État de Palestine. ✪